DISCUSSION

A. Neveu[1]. – Monsieur Yefimov, en prolongeant votre conclusion, doit-on en déduire que les grands domaines sont nécessaires aux populations urbaines dont elles assurent l'approvisionnement et que les petites exploitations de subsistance sont indispensables à la survie du monde rural ?

J. Risse[2]**. –** Cependant, quel est le pourcentage de la population qui vit en milieu rural ? Est-elle vieillissante ? Comment évolue-t-elle ?

J.-F. Colomer[3]**.** – Je retiens de ces exposés qu'il est très difficile en Russie de réformer l'agriculture du fait des systèmes très simples des grosses exploitations et des exploitations familiales qui sont en équilibre fragile. Partout en agriculture, y compris en Europe, nous observons aussi des systèmes complexes en équilibre. Que pensez vous de la réforme de la PAC 2003 et va-t-elle remettre en cause des équilibres sur le terrain ?

B. Bourget. – Le problème posé par l'agriculture duale (coexistence de grands domaines et de très petites exploitations) existe aussi pour l'OB avec la réunification et prochainement avec l'élargissement à l'Est. Il montre la difficulté de faire émerger à l'Est des exploitations familiales de taille moyenne

Jacqueline Bonnamour[4]. – Les exposés très intéressants que nous venons d'entendre démontrent à l'évidence la difficulté de l'analyse et de l'interprétation de la situation agricole actuelle en Russie : les concepts utilisés en statistique ne rendent pas compte de la réalité vécue et les notions qualitatives plus proches de cette réalité ne permettent pas une évaluation de la part relative de chaque type de production. J'ai eu une petite expérience des études agricoles effectuées en URSS: on disposait alors de statistiques agricoles qui avaient une signification politique, mais il existait une connaissance très précise des kolkhozes et des sovkhozes (très difficilement accessible) qui était la preuve d'un véritable suivi du territoire de production agricole. Qu'en est-il depuis 1989 ? Quelle est la fiabilité des statistiques ? Y-a-t-il un suivi des structures agraires et n'est-il pas hasardeux de proposer de proposer des formations de marché, des solutions économiques et financières sans pouvoir en évaluer la portée éventuelle ?

---

[1] Membre de l'Académie d'Agriculture, ancien adjoint au directeur de l'Agriculture et des Collectivités locales de la Caisse nationale de crédit agricole.

[2] Membre de l'Académie d'Agriculture, Président de l'AVEC (Fédération européenne des industries de la volaille).

[3] Correspondant de l'Académie d'Agriculture, président de la Société des Agriculteurs de France, 8, rue d'Athènes, 75009 Paris.

[4] Membre de l'Académie d'Agriculture, professeur émérite à l'Université de Paris I, directrice honoraire de l'École normale supérieure de Fontenay-Saint-Cloud.

Copyright Académie d'Agriculture de France. Séance du 26 novembre 2003.